

L'ONU préoccupée par la méfiance entre les pays des Grands Lacs d'Afrique

ONU Info, 10 avril 2018 Région des Grands lacs : l'ONU juge nécessaire des mesures pour dissiper la méfiance entre les pays L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands lacs d'Afrique, Saïd Djinnit, a déclaré devant le Conseil de sécurité qu'il était nécessaire de prendre des mesures pour dissiper la méfiance entre les pays de la région (Burundi, Ouganda, République démocratique du Congo et Rwanda) afin d'arriver à une paix durable. [Photo Saïd Djinnit devant le Conseil de sécurité.]

M. Djinnit a indiqué qu'au cours de sa rencontre, le 29 mars dernier, avec le Président congolais Sassou Nguesso, qui est Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et Président du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, il a noté les possibilités de renforcement des relations entre ces pays par le recours aux bons offices des dirigeants de la région. En outre, alors qu'est examiné le renforcement de l'efficacité de la Brigade d'intervention de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO), l'Envoyé spécial a souligné l'importance de s'attaquer au financement des groupes armés contre l'exploitation illicite et le trafic des ressources naturelles. M. Djinnit a noté que les forces négatives dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), y compris les Forces démocratiques alliées (ADF), continuent d'attaquer et de terroriser la population, causant des souffrances et des déplacements et renforçant le manque de confiance entre les pays de la région. Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) restent pour leur part actives et exercent le contrôle sur leurs anciens membres désarmés et les membres de leur famille vivant dans des camps de transit dont la présence renforce du reste les tensions avec la population locale. La question des anciens membres du M23 qui sont au Rwanda et en Ouganda reste encore à traiter, a également souligné M. Djinnit. En ce qui concerne le soutien au dialogue pacifique et au processus électoral, l'Envoyé spécial a indiqué mettre l'accent sur la situation en RDC et au Burundi. En RDC, en dépit des progrès dans la préparation des élections, des tensions persistent entre le gouvernement et l'opposition sur les conditions pour l'organisation des élections. Il a insisté sur la mobilisation du système régional et international pour la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016 au sujet de la tenue d'élections libres et pacifiques. La situation reste préoccupante au Burundi. Pour le cas du Burundi, la situation politique et des droits de l'homme restent préoccupante, notamment avec le fait que le pays va vers un référendum constitutionnel. M. Djinnit a noté qu'un plus grand engagement des dirigeants de la région et de l'Union africaine, avec le soutien des Nations Unies, était nécessaire afin de revigorer le dialogue entre toutes les parties prenantes au Burundi. Le troisième point majeur est la cause profonde des conflits dans la région. Saïd Djinnit a relevé que la poursuite de l'exploitation illégale du commerce des ressources naturelles en RDC contribue à financer les forces négatives et priver le pays des fonds pouvant servir à la croissance et au développement. Il a invité les pays de la région à lutter contre ce commerce illégal. De même, les violations des droits de l'homme et l'impunité restent au cœur de l'instabilité dans la région. Dans une déclaration à la presse publiée mardi, les membres du Conseil de sécurité ont appelé de leur côté à soutenir les initiatives visant à promouvoir le dialogue inclusif parmi les parties prenantes nationales et souligné l'importance d'ouvrir un espace politique pour permettre la participation pleine et entière des partis politiques, de la société civile et des médias ainsi que la pleine participation des hommes et des femmes dans le processus politique. Ils ont souligné que la participation des femmes aux processus politiques et de dialogue doit être davantage encouragée. S'agissant de la situation humanitaire, les membres du Conseil ont exhorté les gouvernements de la région, ainsi que les partenaires régionaux et internationaux, à continuer de répondre aux besoins humanitaires urgents et croissants et à rechercher des solutions durables pour les personnes déplacées, les réfugiés et les demandeurs d'asile.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});